

dre position même platoniquement pour le droit de libre disposition des peuples, mais au contraire devenir les défenseurs « réalistes » des réparations, des annexions, de l'occupation militaire de l'Europe, et de la tutelle impérialiste sur les peuples coloniaux et proposer des trocs entre les prétentions des diverses puissances aux dépens des vaincus. Si les champions de Wall-Street ont pu agiter la menace d'un appel à l'O.N.U... c'est parce que la bureaucratie soviétique est pratiquement incapable de gagner à sa cause, comme le fit la politique extérieure de la Révolution d'Octobre, la sympathie des masses opprimées des pays impérialistes et des petites nations victimes des grands impérialismes.

Dans cette période de tension où sont mis au point les compromis consécutifs à la récente guerre mondiale, l'occupation militaire de zones d'influence en Europe et dans le Monde sert aux impérialismes et à la bureaucratie soviétique comme gage dans leur politique actuelle d'épreuve de force. Cependant, les effets réactionnaires de cette occupation deviennent de plus en plus évidents.

Les pays militairement occupés, déjà ruinés par la guerre, s'épuisent encore plus sous les charges de l'occupation et la mainmise étrangère sur leurs ressources et leurs économies ; en même temps le libre développement du mouvement des masses est entravé aussi bien par l'appareil militaire réactionnaire des impérialismes que par la bureaucratie soviétique.

La prolongation de l'occupation militaire signifie en conséquence l'accentuation de la décomposition économique de l'Europe et des pays coloniaux et l'étranglement de leur mouvement révolutionnaire.

En outre, la prolongation de l'occupation militaire entraîne dans les pays vainqueurs eux-mêmes, le maintien d'un lourd et coûteux appareil militaire et permet la constitution et la sélection de cadres et de troupes destinés à être employés, le cas échéant, contre les travailleurs de ces pays eux-mêmes.

Le maintien de forces militaires considérables, l'occupation de territoires en Europe et dans le monde et la détention de millions de travailleurs allemands et japonais comme prisonniers de guerre utilisés comme une main-d'œuvre à très bon marché, sont la continuation directe de la guerre. Par suite, la continuation de la lutte que la IV^e Internationale et ses sections menèrent, au cours des hostilités, pour la désagrégation des forces armées du capital, pour la fraternisation des travailleurs de tous les pays, « alliés » ou « ennemis », en uniforme ou sans uniforme, doit trouver son expression dans une lutte contre le maintien des appareils militaires, contre l'occupation militaire, pour la libération de tous les prisonniers de guerre et pour la solidarité internationale du prolétariat.

Dans cette lutte, la IV^e Internationale dénonce tout prétexte qui sert à couvrir cette politique réactionnaire des impérialistes et de la bureaucratie soviétique. Face aux machinations de leur diplomatie secrète, elle oppose le mot d'ordre : *Droit des peuples de l'Europe et des pays coloniaux à disposer d'eux-mêmes.*

La IV^e Internationale exige le retrait de toutes les armées étrangères, y compris de l'Armée Rouge, de tous les territoires occupés ; elle s'élève contre les annexions, les réparations, les transferts forcés des populations et le maintien de millions de travailleurs allemands et japonais au régime des prisonniers de guerre, tant de la part de l'impérialisme que de la part de la bureaucratie soviétique. La IV^e Internationale ne reconnaît d'autres frontières que celles tracées par la culture et les sympathies librement exprimées des populations.

A l'impasse dans laquelle a conduit la politique des impérialistes et de la bureaucratie staliniste, à la banqueroute des Conférences de « Paix » et de l'O.N.U., et à la menace de la troisième guerre mondiale, la IV^e Interna-

tionale oppose la lutte révolutionnaire des masses exploitées de tous les pays, pour le triomphe de la Révolution Socialiste Mondiale et pour la Fédération des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe et du Monde.

En demandant l'évacuation par l'Armée Rouge des territoires occupés par celle-ci, la IV^e Internationale n'abandonne en aucune façon son mot d'ordre de *défense inconditionnée* de l'U.R.S.S. La IV^e Internationale est également pour la défense des mesures économiques progressives qui ont été réalisées dans les territoires occupés par l'Armée Rouge. Mais la défense de l'économie étatique planifiée de l'U.R.S.S. tout comme celle des réformes progressives accomplies en Europe orientale, ne peut pas être assurée par des moyens purement militaires, et surtout pas par l'occupation de territoires dans un but stratégique. La véritable défense repose avant tout sur la libre activité révolutionnaire des masses qui doit assurer la victoire totale de la révolution prolétarienne. Les masses des pays actuellement occupés doivent se sentir absolument libres, sans aucune contrainte, de disposer d'elles-mêmes. L'occupation de ces pays par l'Armée Rouge, les fardeaux qu'on leur impose, leur traitement en pays vaincus, ne peuvent que nuire aux intérêts fondamentaux de la révolution socialiste mondiale, et compromettent dangereusement au sein de leurs masses la défense de l'U.R.S.S. contre les attaques de l'impérialisme. Les exemples sont déjà nombreux en ce sens (élections en Hongrie, en Autriche, en Allemagne).

Par conséquent la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. ne peut entraîner dans la zone occupée par l'Armée Rouge aucune politique de soutien, même provisoire ou passager, de telle ou telle clique ou organisation bourgeoise ou petite-bourgeoise qui mise sur la bureaucratie, face aux partis bourgeois ou petits-bourgeois qui misent sur l'impérialisme. Elle ne peut se traduire que dans une poursuite énergique de la lutte de classe sans compromis du prolétariat contre sa propre bourgeoisie. Voilà pourquoi le mot d'ordre du « Départ immédiat des troupes d'occupations » et une campagne énergique contre les méthodes barbares de la bureaucratie sont seuls capables de rendre dans ces pays une valeur à la politique de défense de l'U.R.S.S. en indiquant clairement que la défense de l'U.R.S.S. n'exécute en rien les crimes de Staline.

Mais là où surgiraient des mouvements réactionnaires qui, avec l'appui des impérialismes, tenteraient de renverser l'économie plus ou moins étatisée et de rétablir la propriété privée foncière, afin de créer une base d'attaque contre l'Union Soviétique, nous nous opposerions à ces mouvements et combatterions, aux côtés de l'Armée Rouge, pour la défaite des impérialistes et de leurs agents jusqu'à ce que les travailleurs dans ces pays soient capables de faire face seuls à la contre-révolution bourgeoise.

Dans l'application de cette politique générale, les sections de la IV^e Internationale mettent un accent différent suivant la position de leur propre pays.

Les sections anglaise et française ainsi que les trotskystes américains mettent en avant le mot d'ordre d'évacuation des troupes de leur propre impérialisme de tous les pays qu'il occupe (Europe, Indes-Indonésie, etc...) pour l'Angleterre ; Europe et Colonies pour la France ; Europe, Philippines, Chine, etc... pour les Etats-Unis). Les Bolcheviks Léninistes de l'U.R.S.S. dénoncent la politique anti-ouvrière de la bureaucratie staliniste dans les pays occupés et demandent le retrait des troupes soviétiques. Par contre, les sections des pays occupés mettent l'accent surtout sur la fraternisation internationaliste et révolutionnaire avec les soldats des armées occupantes, fraternisation à laquelle est subordonnée leur campagne pour l'éloignement de ces troupes.

Dans toutes les zones d'occupation, nos militants devront défendre notre politique de manière telle qu'elle ne puisse être utilisée contre l'Union Soviétique à l'avantage des impérialistes.

Résolution de soutien du prolétariat espagnol

Les impérialistes américains et anglais qui ont mené la guerre soi-disant pour « extirper le fascisme du monde » et pour la « démocratie » n'ont entrepris depuis sa fin aucune action décisive pour renverser Franco.

Au contraire, ils ont fait directement ou indirectement échec à toutes les tentatives qui visaient d'une façon quelconque à mettre Franco en difficulté, ou à précipiter la chute de son régime.

Cela s'explique par leur double crainte : voir surgir un nouveau foyer révolutionnaire en Europe, et aussi perdre une place forte dans l'encerclement diplomatique et stratégique qu'ils poursuivent de l'U.R.S.S. et de sa zone.

Pour ces raisons, ils prétextent hypocritement de la non-immixtion dans les affaires intérieures de l'Espagne (au moment même où leurs armées occupent et oppriment une longue série de pays dans le monde), ils sont décidés à maintenir aussi longtemps que possible Franco au pouvoir, tout en préparant dans le cas où ils seraient forcés de le remplacer, une double équipe de rechange : une « monarchiste » (Don Juan) et une « démocratique » (Giral) entre lesquelles ils choisiront selon les circonstances qui caractériseront le départ éventuel de Franco. Les partis « socialistes », quand ils ne sont pas les exécutants directs de cette politique comme c'est le cas des ministres travaillistes anglais, la soutiennent indirectement en faisant confiance aux intentions « démocratiques » des gouvernants de Wall Street et de Londres, et s'abstiennent de tout appel à l'action directe du prolétariat mondial.

La bureaucratie soviétique et les partis « communistes », par contre, ont un intérêt visible à la chute immédiate de

Franco et à son remplacement par un gouvernement de coalition qui leur permettrait d'y pénétrer en enlevant ainsi une des bases principales de l'encerclement anti-soviétique de l'impérialisme américain et anglais.

Mais liés par l'ensemble de leur politique de collaboration de classes les partis communistes sont incapables d'entraîner le prolétariat mondial dans une action directe contre Franco et se contentent d'exercer une pression sur les gouvernements bourgeois, dont ils constituent souvent l'ossature, pour qu'ils « rompent avec Franco ». Seule, la IV^e Internationale qui n'est liée à aucune classe possédante ni à aucune caste privilégiée peut mobiliser le prolétariat mondial et l'appeler à une action systématique de solidarité avec le prolétariat espagnol.

Franco ne sera renversé que par l'action du prolétariat mondial venant au secours du prolétariat espagnol qui continue sa lutte dans la clandestinité.

La solidarité de la classe ouvrière internationale doit se manifester par le blocus économique de l'Espagne franquiste, par le boycott par tous les marins, dockers et cheminots de tout commerce avec Franco, par sa mobilisation aussi, immédiate et directe sous forme de grève générale de protestation contre tout nouveau crime du bourreau de la Révolution espagnole.

Nos sections doivent maintenir constant l'intérêt de la classe ouvrière pour l'Espagne, propager systématiquement l'idée du blocus économique et saisir toute occasion pour proposer à toutes les organisations ouvrières le front unique en vue d'une action commune pour renverser Franco et permettre à la Révolution espagnole de reprendre son cours.

Sur l'unification du S.W.P. et du W.P.

1) Rapport du camarade Jérôme.

L'importance de cette question de l'unification entre le S.W.P. et le W.P. en Amérique dépasse de loin l'intérêt propre de cette question en tant que question d'une unification entre deux organisations dans un pays donné. Cette question s'est greffée sur l'ensemble de la discussion internationale, et elle a été utilisée de plusieurs côtés comme un cheval de bataille derrière lequel se cachent des divergences politiques d'un tout autre ordre.

Vous savez que cette question a été posée dans le parti américain, à un moment de grande tension entre la majorité et la minorité, tension provoquée par une discussion politique sur des sujets étrangers au sujet de l'unification.

Cette proposition d'unification a été pour la première fois mise en avant par la minorité et non par Schachtman. Celui-ci, jusqu'en avril 1945, n'envisageait pas l'unification comme possible. Il considérait encore à cette époque que si l'unité est une chose précieuse, la nature du parti qui résulterait de cette unité est un problème beaucoup plus important et que des divergences programmatiques trop grandes existaient entre son parti et le S.W.P.

Je veux dire tout d'abord qu'il y a deux façons de poser les questions d'unification de deux organisations. 1^o Considérer que la question est d'ordre tout à fait organisationnel ; 2^o Considérer que c'est une question politique. La deuxième position est celle de Schachtman, la première est la position des camarades de la minorité américaine qui ont résolu le problème de la façon suivante : il faut être pour l'unité. Elle est possible, étant donné que les deux organisations se réclament uniquement du trotskysme et que le caractère du parti trotskyste ne peut pas être tel qu'il exclue la coexistence de deux tendances qui se réclament toutes les deux, au moins au point de vue général, du trotskysme. La minorité a évité de poser la question de l'unification sur le terrain concret. Schachtman a critiqué cette attitude de la minorité sur le plan concret, en disant : « Vous avez tort de faire de la question de l'unité simplement une question organisationnelle. Vous devez prendre clairement position sur notre politique et la politique défendue dans le S.W.P. et c'est seulement de cette façon que vous prendrez une position claire. Vous pouvez lutter sur la question de l'unification sur une base politique et